

# Le Grand Paris, une ambition à revoir

Le président de la République a annoncé la semaine dernière la tenue d'une conférence territoriale pour « refonder » la métropole du Grand Paris.

Créée le 1<sup>er</sup> janvier 2016, fruit d'un compromis politique, cette collectivité a peu de pouvoirs et de moyens et est considérée par certains comme une « coquille vide ».

Emmanuel Macron l'a promis devant les élus locaux réunis lors de la première conférence des territoires: il n'y aura pas de nouveau « big bang » institutionnel, mais il s'est dit ouvert à des adaptations législatives pour « corriger certaines erreurs ». Dans le collimateur du chef de l'État: la métropole du Grand Paris dont l'organisation n'est pas jugée satisfaisante. « Trop complexe », a-t-il dit, annonçant la tenue d'une conférence pour « refonder, autour d'un projet ambitieux de développement, la première métropole de France ».

**La métropole du Grand Paris n'a pour l'instant ni réels pouvoirs, ni suffisamment de moyens.**

Le président de la République, qui s'est entretenu hier avec son président Patrick Ollier, maire LR de Rueil-Malmaison, veut faire de Paris une ville-monde capable d'affronter la compétition européenne et internationale. Or, si de grands projets d'infrastructures comme le Grand Paris Express, projet de super-métro autour de la capitale, sont bien sur les rails, l'organisation politique, elle, est à la traîne. La structure, créée le 1<sup>er</sup> janvier 2016, qui regroupe Paris et les 130 communes de la petite couronne n'a pour l'instant ni réels pouvoirs, ni suffisamment de moyens. « Une coquille vide », regrette Jean-Jacques Bridey, député REM et proche d'Emmanuel Macron, qui juge impératif « de donner un nouvel élan au Grand Paris », notamment dans la perspective de l'attribution des Jeux olympiques de 2024.

Il faut dire que la métropole a longtemps été paralysée par des

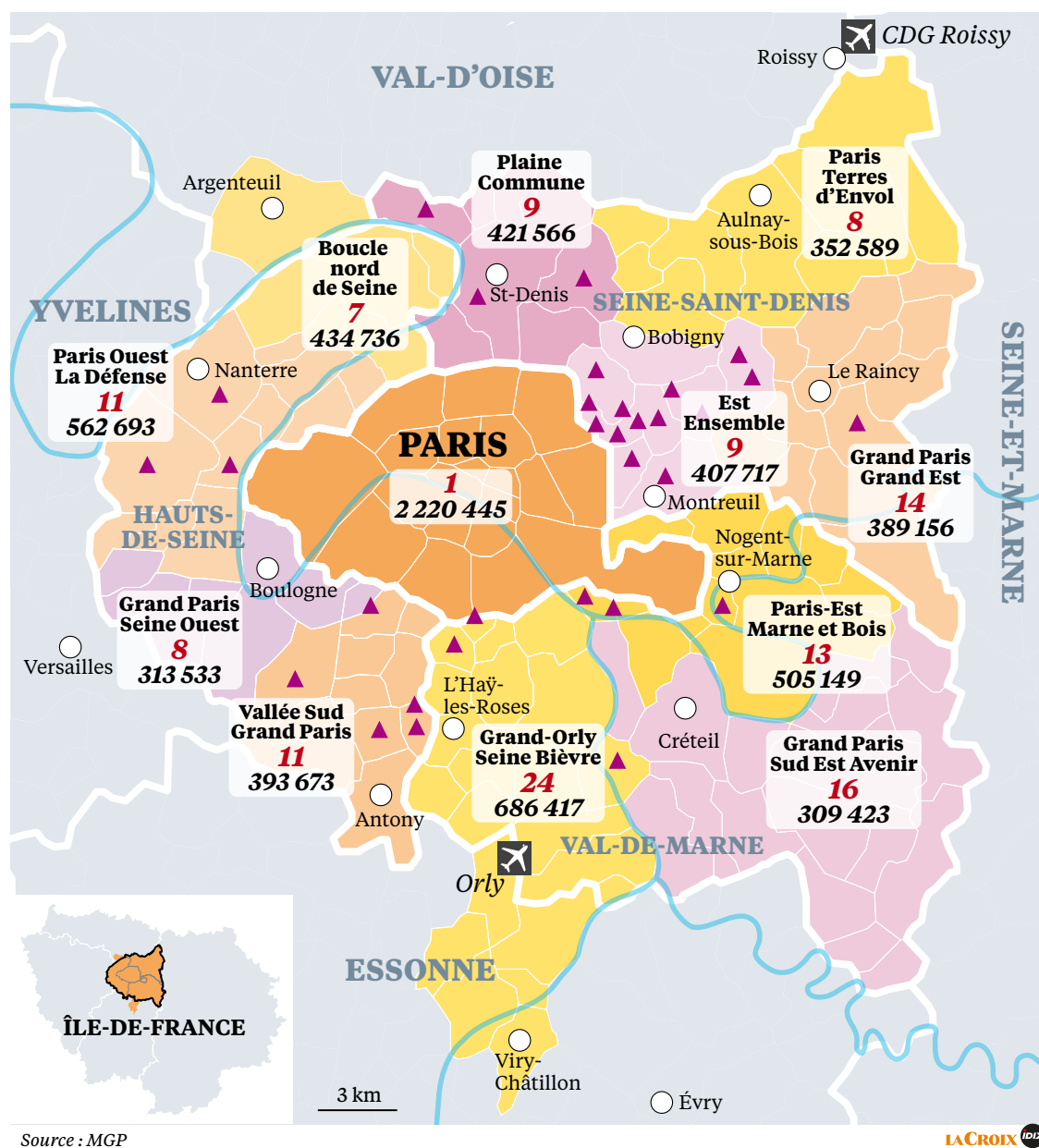
## Les 12 territoires de la métropole du Grand Paris

x Nombre de communes par territoire

x Nombre d'habitants par territoire

▲ Projet du Fonds

d'investissement métropolitain



Source : MGP

querelles d'élus et a vu le jour au terme d'une longue gestation. « C'est le plus mauvais compromis entre ceux qui ne voulaient pas perdre leur pouvoir et ceux qui ne voulaient pas lâcher un euro », résume Philippe Dallier, sénateur LR de Seine-Saint-Denis et l'un des 20 vice-présidents de la métropole. Résultat: on « a rajouté une couche au millefeuille au lieu de le simplifier » et « une fois ses ressources financières redistribuées aux communes, il ne lui reste quasiment rien pour un territoire de 7,2 millions d'habitants », poursuit le sénateur (lire les repères). « L'idée du Grand Paris ne mérite pas ce que nous en avons collectivement fait,

de part et d'autre, pour des raisons politiques et des équilibres incertains », a insisté Emmanuel Macron devant les élus, montrant ainsi sa détermination à reprendre en main le dossier.

« Nous n'existons que depuis seize mois, la métropole de Lyon a mis seize ans à s'imposer », justifie Patrick Ollier, qui se félicite des premières étapes franchies – compte tenu de la méfiance historique entre Paris et ses banlieues. « J'ai mis en place une gouvernance partagée qui a permis de travailler tous ensemble, avec Paris et non pas contre, c'est déjà une réussite », explique-t-il. À son actif, la métropole peut déjà inscrire

le lancement d'un grand concours architectural: « Inventons la métropole » pour aménager 57 sites, qui représentera 6 milliards d'investissements privés, la construction du centre aquatique olympique à Saint-Denis en cas d'attribution des Jeux ou encore l'extension des stations Vélis' dans une cinquantaine de communes. « Nous sommes plus une équipe de mission que de gestion », confirme Patrick Ollier, qui s'apprête à lancer la réflexion en vue de l'élaboration du schéma de développement métropolitain.

Le chef de l'État veut toutefois aller plus loin. Il n'a pas caché son intention de vouloir étendre

## repères

### La métropole en chiffres

La métropole du Grand Paris (MGP) est composée de 131 communes, dont Paris, regroupées au sein de 12 territoires, et compte 7,2 millions d'habitants.

Elle est la première destination touristique au monde avec 46,8 millions de visiteurs par an et constitue le premier bassin d'emplois en Europe (4,1 millions).

La MGP est gérée par un conseil composé de 209 élus métropolitains, doté d'un budget de 3,5 milliards d'euros dont l'essentiel est en réalité reversé aux communes. Son budget d'investissement s'élève à 70 millions d'euros.

Elle agit dans quatre domaines: le développement économique, social et culturel, la mise en valeur de l'environnement, la politique de l'habitat et l'aménagement urbain.

le périmètre de la métropole aux zones denses de Roissy et d'Évry et surtout de supprimer les quatre départements de Paris et de la petite couronne afin de simplifier la structure et de dégager des moyens. « C'est indispensable pour réduire la fracture entre territoires riches et territoires pauvres », souligne Philippe Dallier. « Des décisions de bon sens », approuve de son côté Patrick Ollier. « Si le projet est conforme à ses ambitions, je suis optimiste pour l'avenir de la métropole et le président de la République aura tout mon soutien », explique l' élu qui ne peut que se féliciter de voir ses pouvoirs renforcés. Emmanuel Macron aura plus de fil à retordre avec Valérie Pécresse, la présidente de la région Île-de-France, qui redoute la concurrence du Grand Paris, et la maire de Paris Anne Hidalgo, soucieuse de préserver ses prérogatives dans la capitale. Le chef de l'État les a reçues toutes les deux pour leur faire part de son projet avant de lancer, sans doute à l'automne, une concertation avec l'ensemble des élus concernés.

Céline Rouden